

L'histoire trouble du Burundi et inÃ©dite du gÃ©nocide hutu de 1972

@rib News, 26/07/2023 â€” Source Global Voices L'origine du gÃ©nocide et les raisons du long silence Traduction publiÃ©e le 20/07/2023 Le gÃ©nocide des Tutsis [fr] au Rwanda de 1994 est une atrocitÃ© largement documentÃ©e, mais il est important de noter qu'en 1972, un nombre important de personnes au Burundi voisin ont Ã©tÃ© brutalement tuÃ©es dans un "gÃ©nocide" largement oubliÃ©.

Selon Pierre Claver Ndayicariye, prÃ©sident de la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation (CVR) du Burundi, de nombreux cadres, responsables gouvernementaux, commerçants, Ã©tudiants, Ã©crivains, sÃ©minaristes, mÃ©decins et enseignants des Ã©coles publiques ont Ã©tÃ© tuÃ©s en 1972, dans ce que certains chercheurs considÃ©rent comme un gÃ©nocide des Hutus. Les massacres qui ont eu lieu faisaient suite Ã une rÃ©bellion hutu contre le pouvoir de la minoritÃ© tutsi, Ã qui les anciens colons belges avaient donnÃ© le pouvoir. Les reprÃ©sailles ont entraÃ©nÃ© la perte de plus de 100 000 vies hutues. Au cours de mon Ã©change avec Rich Quinlan, le directeur du Centre d'Ã©ducation sur l'Holocauste et le gÃ©nocide de l'UniversitÃ© Elizabeth J. Morristown, New Jersey, Ã©tats-Unis, il a fait la lumiÃ©re sur les Ã©vÃ©nements de 1972, les qualifiant d'«organisÃ©s» et les qualifiant de «gÃ©nocide» ciblant l'ethnie hutu. En outre, des rÃ©vÃ©lations par l'intermÃ©diaire CVR ont mis au jour plus de 4 700 fosses communes, mettant Ã nu l'ampleur des atrocitÃ©s qui se sont produites pendant cette pÃ©riode. Depuis ces rÃ©centes dÃ©couvertes, les familles visitent quotidiennement des fosses communes Ã la recherche de leurs proches. Ils comptent souvent sur des objets personnels tels que des chaussures pour les identifier. SÃ©ur Barayavuga Marceline, une religieuse, est venue spÃ©cialement chercher la dÃ©pouille du PÃ©re Michel Kayoya, le fondateur de l'ordre dont elle fait partie. Maximilien Barampama, un tÃ©moin clÃ© que j'ai interrogÃ©, a Ã©tÃ© emprisonnÃ© Ã Gitega [fr] lors des massacres de 1972. Il a rÃ©vÃ©lÃ© son rÃ©le dans la maÃ©trise des prisonniers rÃ©sistant avant qu'ils soient emmenÃ©s sur les sites d'exÃ©cution â€” un rÃ©le angoissant qui lui a Ã©tÃ© imposÃ© contre son grÃ©. Barampama a les hymnes Ã©difiants du PÃ©re Kayoya en prison, inspirant les autres dÃ©tenus Ã se joindre aux chants et Ã la priÃ©re, ajoutant : Lorsque le PÃ©re Kayoya a Ã©tÃ© emmenÃ© pour Ãªtre tuÃ©, il nous a fait le signe de croix. Ã ArrivÃ© sur le lieu de l'exÃ©cution, il offrit le sacrement de pÃ©nitence aux membres arrivÃ©s de la congrÃ©gation. Quand il eut fini, il tendit son Ã©tole aux bourreaux et leur dit : « Portez ceci Ã l'Ã©vÃ©que ; elle est sainte et ne peut Ãªtre enterrÃ©e avec moi. » Barampama a dÃ©clarÃ© que les soldats qui avaient tirÃ© sur le PÃ©re Kayoya pleuraient pendant que lui il riait alors qu'il se rendait Ã son exÃ©cution. Certaines organisations non gouvernementales soutiennent qu'il est prÃ©maturÃ© d'exhumer des restes en raison des conditions mÃ©dicales et techniques inadÃ©quates pour mener Ã bien le travail. Cependant, l'Association burundaise des survivants du gÃ©nocide de 1972 estime que cela cause des retards inutiles, d'autant plus que certains auteurs sont morts tandis que d'autres ont fui le pays, comme l'a rapportÃ© FranÃ§ois-Xavier Nsabimana, le chef du groupe. Un plan qui se dÃ©roule sur 50 ans Au cours de ma conversation avec Rich Quinlan, chercheur en justice transitionnelle et directeur du Centre d'Ã©ducation sur l'Holocauste et le gÃ©nocide, il a dÃ©clarÃ© que les Ã©vÃ©nements de 1972 remontent aux rÃ©bellions hutu au Rwanda plus d'une dÃ©cennie plus tÃ©t. Il suggÃ©re que la peur a jouÃ© un rÃ©le important dans la conduite des actions de 1972, en particulier la peur que les Tutsis perdent le contrÃ´le du gouvernement et de l'armÃ©e. Quinlan a expliquÃ© : « Je crois que les actions du prÃ©sident Michel Micombero [fr] au dÃ©but de la rÃ©bellion Ã©taient politiquement opportunistes, lui permettant d'imposer une forme rÃ©pressive de loi martiale sous prÃ©texte de sÃ©curitÃ© nationale. Bien qu'il puisse sembler que le gÃ©nocide de 1972 Ã©tait planifiÃ©, avec des soldats tutsi possÃ©dant des listes de victimes hutus, je pense que ces informations sont dues au fait que le gouvernement contrÃ´lÃ© par les Tutsis cherchait des informations sur les Ã©tudiants et les enseignants hutus auprÃ©s du JRR (jeunesse du parti UPRONA, le seul parti au pouvoir Ã l'Ã©poque) ». Le gÃ©nocide de 1972 n'Ã©tait pas accidentel, mais plutÃ´t le point culminant de dÃ©cennies de frustration et de peur se manifestant par une violence dÃ©vastatrice. Dans ma conversation avec Aloys Batungwanayo, officier en quÃªte Ã la Commission vÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation du Burundi, il souligne le rÃ©le du roi Albert I de Belgique [fr] dans la division de la sociÃ©tÃ©, auparavant unie. Batungwanayo explique que le 25 aoÃ»t 1925, Albert I a publiÃ© un dÃ©cret dÃ©peignant les hutus comme infÃ©rieurs et incapables de gouverner, tout en glorifiant les Tutsis comme des dirigeants capables, mÃªme sans supervision belge. Batungwanayo note que cela a marquÃ© le dÃ©but d'une situation qui s'est dÃ©tÃ©riorÃ©e. Les Hutus ont Ã©tÃ© progressivement exclus des responsabilitÃ©s gouvernementales en 1945, ils n'avaient plus de postes de pouvoir. Tout au long de cette pÃ©riode, les paysans hutus ont Ã©tÃ© marginalisÃ©s, souvent traitÃ©s comme des sous-hommes et blÃ¢mÃ©s pour tous les problÃ©mes de sociÃ©tÃ©. Ils ont mÃªme Ã©tÃ© accusÃ©s d'Ãªtre des porteurs de malchance, avec la conviction que leur contact avec une vache (un animal vÃ©nÃ©rÃ© au Burundi) entraÃ©nerait l'arrÃªt de la production de lait par celle-ci. Batungwanayo ajoute que l'assassinat du Premier ministre nouvellement Ã©lu, le prince Louis Rwagasore [fr] en 1961 a conduit Ã une plus grande marginalisation des hutus, malgrÃ© ses efforts pour restaurer leur statut de hÃ©ros de l'indÃ©pendance. En 1966, un coup d'Ã©tat a renversÃ© la monarchie et Ã©tabli la RÃ©publique du Burundi. En 1968, Martin Ndayahoze [fr], le seul hutu du cabinet, a mis en garde le prÃ©sident Michel Micombero contre un plan d'Ã©limination de la population hutu, mais son avertissement a Ã©tÃ© ignorÃ©. Quatre ans plus tard, Ndayahoze, l'homme qui a dÃ©crit ces Ã©vÃ©nements, ministre de l'Information et de la Communication, a lui-mÃªme Ã©tÃ© exÃ©cutÃ© au dÃ©but de la purge. 1972 : l'annÃ©e la plus sombre du Burundi AprÃ©s avril 1972, la situation au Burundi s'est aggravÃ©e. Le gouvernement a rapatriÃ© de force Ntare V [fr], l'ancien roi exilÃ©, d'Ouganda. Il fut accusÃ© de soutenir une rÃ©bellion et a connu une fin tragique Ã Gitega. Suite Ã l'assassinat de Ntare V, le dernier monarque du Burundi, il y a eu le massacre de milliers de hutus. Une note attribuÃ©e Ã Henry Kissinger, conseiller Ã la sÃ©curitÃ© nationale du prÃ©sident amÃ©ricain Richard Nixon, souligne que les victimes Ã©taient majoritairement des hommes hutus. Israel W. Charny, rÃ©dacteur en chef de l'Encyclopedia of Genocide, estime que le nombre de morts au cours de cette pÃ©riode a variÃ© de 100 000 Ã 300 000 personnes. Ã Karusi, situÃ© dans l'est du Burundi, des bulldozers ont Ã©tÃ© utilisÃ©s pour creuser des fosses communes. Ils regorgeaient de cadavres, et les services de santÃ© ont dÃ©butÃ© les asperger pour attÃ©nuer l'insupportable puanteur. Une survivante, Margarette Ndabihoreye, a tÃ©moignÃ© que certains corps restaient visibles, attirant les oiseaux qui s'en nourrissaient. Elle a dÃ©clarÃ© que des centaines de lycÃ©ens avaient Ã©tÃ© arrivÃ©s, suivis de

commerçants, d'Éminents producteurs de café, d'universitaires, de médecins, d'infirmières, de prêtres, de pasteurs, de soldats, d'officiers et de subordonnés. Il est devenu évident que des listes préexistantes avaient été établies, indiquant une campagne d'assassinat planifiée. Les victimes, toutes ethnies hutu, ont été soumises à des appels nominatifs et emmenées dans des prisons avant d'être transférées vers leurs sites d'exécution. Certains ont enduré des conditions horribles dans de petites pièces faisant office de toilettes. Les raisons du long silence Malgré les préoccupations initiales soulevées par la Tanzanie, la Belgique et les États-Unis, la communauté internationale n'a pas agi de manière décisive. Rich Quinlan met en lumière les facteurs qui contribuèrent au silence mondial sur les massacres de 1972, malgré leur gravité. Un facteur clé est le rôle des États-Unis. Quinlan souligne qu'en 1972, le président Nixon était préoccupé par une campagne pour sa réélection et la guerre du Vietnam, ce qui a conduit à un intérêt minimal du département d'État américain pour le Burundi. Les affaires africaines étaient largement ignorées par l'administration Nixon. Bien qu'il aurait été consterné par les informations, le génocide au Burundi n'a eu aucun impact significatif sur l'élection présidentielle. Notamment, une seule TV américaine, la CBS, a rapporté des informations sur le Burundi en 1972. De plus, l'extrême pauvreté du Burundi offrait peu de motivation financière aux autres nations pour intervenir et aider les personnes touchées. Un autre facteur important était que les auteurs du génocide, qui étaient accusés de massacres, sont restés au pouvoir et se sont protégés les uns les autres pendant de nombreuses années. Cela a permis aux tueurs d'opérer en toute impunité pendant une longue période. La dynamique complexe des relations Tutsi-Hutu, enracinée dans le Burundi précolonial, présente un défi souvent mal compris par ceux qui ne s'intéressent pas à l'étude africaine. Ce manque de compréhension agit comme un obstacle, entravant la prise de conscience mondiale de l'histoire burundaise et la poursuite de la justice pour les massacres passés dans le pays. Écrit par Désiré Nimubona